

Les femmes sont des hommes comme les autres : pour un féminisme solidaire.

I/ Une égalité formelle, mais toujours pas d'égalité réelle.

Le féminisme est par essence une idée de gauche

Le féminisme est par essence une idée socialiste dans la mesure où il conteste la société jusque dans ses fondements ou ses représentations les plus intimes. Le féminisme, en faisant de l'être humain de sexe féminin un sujet social et politique, est venu percuter un ordre des choses ancestral qui s'articulait naturellement avec les autres formes d'aliénation que le mouvement ouvrier a analysées puis combattue.

Il existe historiquement un féminisme socialiste. Il s'est développé dès les premiers temps du mouvement ouvrier, et s'opposait à un féminisme « bourgeois » essentiellement individualiste. Il voulait rompre avec l'antagonisme des sexes.

Le premier texte majeur du féminisme socialiste, on le doit au théoricien du SPD, August Bebel, qui déclarait à la fin du 19^e siècle « *Les hommes, pris en grande majorité, ne voient dans la femme qu'un instrument de profits et de plaisirs; la considérer comme leur égale en droits répugne à leurs préjugés. (...) [Mais] aucun sexe, pas plus qu'une classe n'est fondé à imposer ses limites à l'autre sexe ou à une autre classe.* » Texte fondateur, il prévoyait les luttes des années 60 et 70, mais il rappelait que l'émancipation des femmes se réaliserait dans l'émancipation des travailleurs. De là à dire qu'un socialiste est par nature féministe, il n'y a qu'un pas que Lionel Jospin avait justement franchi.

Un combat inabouti

Des conquêtes majeures ont été obtenues dans les dernières décennies, souvent de haute lutte : pour ne citer que les principales, que ce soit les droits sexuels et reproductifs (contraception, avortement), les droits familiaux (droit au divorce, à l'union civile, égalité devant l'autorité parentale), l'égalité juridique et citoyenne (droit de vote, d'éligibilité, loi sur la parité), l'égalité dans la sphère professionnelle (congé maternité, loi sur l'égalité salariale) la législation a largement progressé vers l'égalité, au moins formelle, des droits. Mais ces acquis restent fragiles, et réversibles.

Il est en effet évident que le compte n'y est pas. Dans la sphère professionnelle, les inégalités salariales sont manifestes et persistantes, les femmes subissent toujours un plafond de verre qui handicape leur évolution de carrière, subissent bien plus souvent que les hommes les temps partiels et les ruptures de carrière, sans oublier la sur-qualification plus fréquente. Dans la sphère privée, les inégalités sont toujours légion dans la répartition des rôles familiaux et ménagers. Enfin, dans la sphère publique, l'évolution des mentalités est encore imparfaite, les représentations et clichés sexistes perdurent envers les femmes, et leur place dans la société n'est toujours pas l'égale de celle des hommes.

Pourquoi ? Quels blocages reste-t-il à lever ? Pourquoi a-t-on *encore* besoin d'un ministère aux droits des femmes ? Pourquoi y a-t-il une résurgence du combat féministe plus de 40 ans après le MLF ?

Nous avons besoin de revoir notre approche du féminisme, voire de la dépasser, pour aller vers une lutte transversale et radicale pour l'égalité, toute l'égalité, rien que l'égalité.

II/ Le féminisme contre la guerre des sexes

Dépasser le féminisme défini comme un affrontement

Le combat pour l'égalité ne doit pas être une lutte de certains contre certains, cette approche conflictuelle entretenant le mythe des féministes « revanchardes », qui auraient « des comptes à régler » avec les hommes. En cela, le féminisme n'est pas un combat réservé aux femmes. Le féminisme ne doit pas devenir un communautarisme, mais doit être un combat à dimension universelle.

Au delà, il faut dépasser cette vision finalement réductrice de la conquête de nouveaux droits. Cette approche aura été indispensable et très fructueuse, mais aujourd'hui, elle freine l'évolution des mentalités en maintenant une différenciation entre les sexes. Les socialistes doivent reprendre sur ce sujet le cœur de ce qui fait notre combat collectif: l'émancipation des individus comme condition du progrès pour tous.

L'enjeu de la conciliation entre vie privée, vie professionnelle, et vie citoyenne.

Il faut donc, en termes de politiques publiques, poser non plus la question des « droits des femmes », mais la question des obstacles à l'émancipation des individus.

L'enjeu majeur est de concilier pour toutes et tous la vie privée et la vie professionnelle, faire en sorte que chacun-e trouve ses équilibres familiaux et d'implication citoyenne tout en garantissant que la sphère professionnelle puisse se développer en harmonie. D'ailleurs, la question est autant dans l'accès égal des femmes aux responsabilités, que dans le fait que les hommes prennent leur juste part de tâches perçues comme ingrates mais nécessaires. L'un ne va pas sans l'autre, autant pour des questions de justice sociale que d'efficacité.

Les modes de vie ont changé ces dernières années, sur des aspects volontaires comme la mise en place des 35 heures, mais aussi à cause de contraintes réelles : la précarité des emplois, les temps partiels subis, les mobilités professionnelles subies... Au nom de la crise, la sphère familiale est devenue la variable d'ajustement de la sphère professionnelle, relayant encore plus loin la sphère de l'implication citoyenne.

Redonner sens à l'équilibre des ces trois sphères, c'est mettre en place les conditions d'un choix individuel, familial et professionnel ; considérer que ces choix puissent être différents et évolutifs dans un parcours de vie. Il faut donner les outils aux individus pour qu'ils puissent mener à bien leurs différents choix au sein de ces trois sphères.

On ne construit pas une émancipation en remplaçant une aliénation par une autre. Or, l'émancipation des hommes et des femmes se bâtit aussi par rapport à un prétendu "ordre naturel des choses". Derrière les controverses qui prêtent à sourire ou qui peuvent sembler extrémistes et marginales comme la question de l'allaitement, des couches lavables contre les couches jetables, de l'accouchement etc. c'est le devoir de la gauche de ne pas confondre radicalité de l'engagement et caractère réactionnaire et discriminant des principes.

Un féminisme solidaire milite pour le fait que la condition sociale ne doit pas être un frein à l'émancipation.

En finir avec la victimisation

Envisager le combat pour l'égalité passe notamment par dépasser la dimension victimaire entretenue par certains discours féministes. Cette approche entretient paradoxalement l'idée d'une infériorité des femmes.

Pour cela, il faut notamment cesser d'amalgamer des sujets qui n'ont pas grand chose en commun : les enjeux de violences (violence conjugale, agression sexuelle, viol...) ne doivent pas être mis sur le même

plan que les questions de parité en politique. Certes, la domination masculine est un élément d'analyse commun et transversal de ces phénomènes. Mais mettre ces sujets sur un plan d'équivalence enferme les femmes dans un rôle de perpétuelles victimes, et les hommes dans le rôle de perpétuels bourreaux.

Dans la même logique, il nous faut être vigilants face à tout retour direct ou indirect de notion morale sur ces sujets, notamment en ce qui concerne le rapport au corps et à la sexualité. Le combat historique autour de « mon corps m'appartient » doit rester central. Cela signifie d'une part que le corps d'une femme (ou d'un homme) ne peut en aucun cas être envisagé comme un objet de consommation comme les autres. Mais d'autre part, le combat pour l'égalité ne peut en aucun cas servir de prétexte pour imposer aux femmes (ou aux hommes) ce qu'ils et elles ont le droit ou pas de faire de leur corps. Et les choix qui en découlent, si tant est qu'ils sont effectivement des choix et non pas des contraintes déguisées (pour des raisons économiques par exemple), doivent être respectés comme tels.

Le combat pour l'émancipation des femmes doit se concevoir comme une libération. C'est la raison pour laquelle il ne peut être ni punitif, ni puritain.

Une approche universelle utile à d'autres défis posés aux socialistes.

On en revient à la réhabilitation de la question du genre: les individus ont des genres (biologiques, sociaux, sexuels) qu'ils doivent pouvoir vivre comme bon leur semble, les pouvoirs publics ayant pour responsabilité de donner les moyens de pouvoir vivre librement ces différents genres sans discrimination ni obstacle, mais sans mener de politique différenciée selon les différents genres. D'ailleurs, les anglo-saxons emploient le terme d'égalité de genre au lieu de parité, ce qui éloigne de ce combat une approche strictement quantitative et statistique.

Cette approche universaliste rejoint d'autres combats pour l'égalité. On pense ici notamment aux combats menés par les militants LGBT, et par extension l'ensemble des luttes contre toutes les formes de discriminations, notamment ethniques, socio-culturelles, liées à l'origine géographique, à l'âge... en un mot pour toutes les questions de "diversité", vu dans un sens extensif.

Les militants LGBT demandent à ce titre le mariage « pour tous », et non pas le « mariage gay », et se battent donc pour la suppression de la définition sexuée du mariage, vers une dimension plus ouverte d'une union entre "deux individus". On retrouve cette même logique dans le combat concernant les droits parentaux (adoption, autorité parentale, etc.) Il n'est pas question de donner des droits spécifiques aux personnes homosexuelles, mais bien de donner les mêmes droits à tous les parents, indépendamment de leur orientation sexuelle.

Prenons l'exemple du CV anonyme, qui est envisagé pour lutter contre les discriminations envers les "minorités visibles", ou envers une zone géographique ghettoisée. Or les discriminations sexistes à l'embauche sont légion, notamment envers les jeunes femmes en âge d'avoir, ou ayant des enfants en bas âge. On pourrait réfléchir à élargir l'utilisation de cet outil d'indifférenciation des candidats. Il est certain que CV anonyme ne peut être une réponse exclusive et suffisante à l'enjeu des discriminations à l'embauche, mais il interpelle en permettant de mettre sur un vrai plan d'égalité les compétences et les parcours des candidat-e-s. Notons que globalement les socialistes sont souvent mal à l'aise, et à juste titre, quand ils doivent faire face à des revendications communautaires, sur une base par exemple ethnique ou religieuse, car cela contrevient à notre matrice républicaine égalitaire et universaliste.

Ce réflexe est le bon, et nous devons chercher les réponses à travers cette même logique d'égalité des droits pour tous les individus, comme outil indispensable pour bâtir l'émancipation de chacun.

III/ Ce que nous proposons

La solution ne réside pas dans un énième catalogue de mesures sectorielles, car si multiplier les clientèles électorales peut occasionnellement nous favoriser, cela ne permet pas de transformer la société. Notre pensée est issue du prisme de la lutte des classes, qui ne différencie pas les individus selon leur essence mais selon leur place dans l'appareil productif : nous devons réapprendre à penser la société comme un tout, et à rechercher un intérêt général qui transcende les intérêts particuliers.

Le point de départ doit être la conciliation entre vie privée et vie professionnelle et de permettre une répartition équitable des tâches : il faut repenser l'organisation des gardes d'enfants, du temps de travail, la place du temps partiel doit toujours être choisi, et le congé parental qui doit prendre le pas sur le seul congé maternel.

L'État a une responsabilité dans la bonne mise en œuvre du service public de la petite enfance, qui permet entre autres de lutter contre la sur-représentation des femmes dans les emplois précaires et à temps partiel.

C'est aussi à l'État de garantir le principe "à travail égal, salaire égal", en donnant à l'inspection du travail les moyens de faire respecter les lois existantes (aujourd'hui un agent de contrôle a environ en charge 8000 salariés, ce chiffre a tendance à baisser mais est encore extrêmement élevé).

Surtout, nous ne pouvons ignorer que la majorité des activités professionnelles sont sexuellement stéréotypées. A court terme, il est essentiel que les accords d'entreprise en matière d'égalité définissent des référentiels d'équivalence des responsabilités entre les métiers majoritairement masculins, comme les techniciens, et majoritairement féminins, dans les fonctions tertiaires. A long-terme, nous devons favoriser l'égal accès des femmes et des hommes à toutes les professions, tout en veillant à ce que la féminisation d'une activité autrefois réservée aux hommes ne s'accompagne pas par sa précarisation, comme cela a pu être le cas dans l'enseignement ou la presse.

Si on connaît l'inégalité salariale entre les hommes et les femmes, on peut aisément supposer qu'existent d'autres discriminations salariales moins faciles à repérer, le chantier initié autour de la Conférence sociale est un excellent début mais il faut veiller à approfondir les travaux sur l'identification et la mesure des discriminations au travail sous toutes leurs formes (au moment du recrutement, mais aussi de l'élaboration des fiches de poste, au niveau des formations qualifiantes, de la définition des conditions de travail...). Cette meilleure connaissance de la réalité des discriminations dans le monde de l'emploi est la condition de départ à une meilleure équité professionnelle. Bien sûr, pour ce faire, l'appui des syndicats est indispensable.

L'éducation doit par ailleurs être un champ d'action central : c'est dans le cadre de l'École de la République, dès le plus jeune âge, qu'il est fondamental d'éduquer les enfants avec les valeurs d'égalité et de fraternité comme ligne d'horizon. Cela passe notamment par la déconstruction des représentations sexuées qui les prédestinent selon leur genre à certaines études et à certaines professions, à un rôle social déterminé dans leurs futures relations familiales, à la domination ou à la soumission au désir de l'autre, à l'acceptation ou au refus de leur identité de genre et de leur orientation sexuelle, et à celle d'autrui.

Et il nous faut également entamer une réflexion plus large sur la déconstruction des stéréotypes de genre dans notre société : contenus culturels et publicitaires, sport, médias, ...

Conclusion: Un enjeu de génération

Ce 76e congrès du Parti socialiste se tient dans un moment historique : le retour de la gauche au pouvoir s'accompagne de signes forts de changement comme l'importante progression du nombre de femmes élues – qui souligne que le choix qu'avait fait Martine Aubry de « forcer » sur les investitures pour atteindre 49 % de candidatures féminines, avait été le bon. Il faut évidemment mentionner la parité au sein même du gouvernement.

L'article 15 de la déclaration de principes mise à jour du Parti Socialiste stipule que "*Le Parti socialiste est féministe. Il agit en faveur de l'émancipation des femmes. Il œuvre pour l'égalité entre les femmes et les hommes, la parité et la mixité de la société. Il garantit aux femmes l'accès aux droits fondamentaux qui assurent la maîtrise de leur corps. Il défend l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes.*"

Mais pour autant, le PS n'a jamais défini précisément ce que pouvait être un féminisme socialiste. Les signes sont nombreux quant au fait que les choses ne sont pas claires pour les socialistes sur le sujet.

Le sexisme est toujours bien présent, non seulement dans la société, mais au sein même de la gauche. Or ceci est globalement le fait de générations plus âgées, qui certes n'en ont pas le monopole (il serait d'ailleurs extrêmement sexiste de penser qu'une femme jeune ne peut pas être misogyne ou qu'un homme blanc sexagénaire ne pourrait pas défendre des causes favorables à la condition féminine, aux « minorités », au renouvellement...), mais de fait, ce sont ces générations qui sont depuis des décennies dans les sphères décisionnelles qu'elles soient politiques, économiques, culturelles... La révolution dans les mentalités passera aussi par un renouvellement générationnel, et une diversité socio-culturelle, des élites en place.

Dans le domaine politique, la fin du cumul des mandats portée par notre Parti est une excellente piste pour que le renouvellement ne soit plus porté par quelques exceptions qui confirment la règle, mais devienne la règle. Quand l'exemple sera pleinement porté par la sphère politique nous serons mieux armés pour faire changer les mœurs dans la société tout entière, pour enfin avancer vers l'égalité universelle.